



COMITÉ RÉGIONAL DE LA
MÉDITERRANÉE ORIENTALE

Octobre 2017

Soixante-quatrième session
Islamabad (Pakistan), 9-12 octobre 2017

RÉUNION PARALLÈLE
FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE
ET LE PALUDISME

Objectifs de la réunion

Les objectifs de la réunion sont les suivants :

- échanger des informations, des mises à jour sur les politiques et les décisions fondamentales prises à l'occasion des réunions du Conseil du Fonds mondial qui se sont tenues en 2016-2017, et discuter des implications pour la Région ;
- donner un aperçu de ce qui a changé pour le nouveau cycle de financement (2017-2019) et des répercussions sur les États Membres de la Région ;
- examiner les principaux enjeux concernant la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial depuis la double perspective des maîtres d'œuvre et du Secrétariat du Fonds mondial, en particulier dans des conditions difficiles ;
- adopter des mesures pour accélérer la mise en œuvre, en collaboration avec les partenaires et les parties prenantes.

Contexte

Quinze pays de la Région reçoivent actuellement le soutien financier du Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, ainsi que des financements en faveur du renforcement des systèmes de santé et de la santé génésique, maternelle, néonatale, infantile et juvénile. Des avancées notables ont été accomplies dans la lutte contre la tuberculose, le VIH/sida et le paludisme dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement. La cible 3 de l'Objectif 3 de développement durable est ambitieuse ; elle appelle à mettre fin à l'épidémie de VIH, de tuberculose et de paludisme d'ici à 2030. Pour atteindre cet objectif, il faut nouer un partenariat fort entre l'OMS, le Fonds mondial et d'autres partenaires de la santé, parallèlement à des initiatives innovantes qui profitent à tous et garantissent que « personne ne soit laissé pour compte ».

Une nouvelle approche fondée sur une plate-forme régionale de gestion des subventions, l'Initiative d'action pour le Moyen-Orient, a été développée afin de fournir des services essentiels aux populations éligibles infectées par le VIH, malades de la tuberculose et du paludisme en République arabe syrienne et au Yémen, ainsi qu'aux réfugiés en Jordanie et au Liban. L'objectif est d'améliorer la réactivité dans la réponse apportée pour lutter contre ces trois affections en situation d'urgence dans les pays en question. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a été choisie comme première bénéficiaire de la subvention.

Plusieurs modifications ont été apportées par le Fonds mondial au cycle de financement 2017-2019, telles que l'introduction d'un nouvel investissement à effet catalyseur, incluant des fonds complémentaires destinés à certains pays ainsi que des

initiatives stratégiques spécifiques. Le fait que la date d'exécution butoir de la subvention ait été revue et que le Fonds mondial ait décidé de ne pas accorder de délai supplémentaire va avoir des répercussions pour les pays de la Région. Cela pourrait entraîner une perte de ressources si aucune mesure n'est prise pour accélérer la mise en œuvre de la subvention et procéder à une reprogrammation en temps utile.

Les pays sont confrontés à des défis relatifs à l'utilisation en temps opportun des ressources du Fonds mondial, comme par exemple les capacités limitées dont dispose l'OMS pour apporter un soutien technique permanent dans les pays à forte charge de morbidité. L'insécurité et les problèmes politiques entravent la mise en œuvre dans certains pays, tout comme la diminution de l'allocation du Fonds mondial dans le cycle de financement 2017-2019.

Résultats escomptés

- Les pays sont bien informés de la nouvelle stratégie du Fonds mondial et ils sont tenus à jour des décisions capitales adoptées à l'issue des réunions du Conseil du Fonds mondial qui se sont tenues en 2016-2017.
- La nécessité d'un partenariat fort entre l'OMS dans la Région de la Méditerranée orientale, le Fonds mondial et d'autres partenaires de la santé est mieux comprise.
- Les sujets liés au Fonds mondial, notamment les difficultés de mise en œuvre et les approches pour y remédier, sont identifiés.

Participants

- Les représentants des ministères de la Santé des pays pouvant bénéficier d'un financement par le Fonds mondial, à savoir l'Afghanistan, Djibouti, l'Égypte, la République islamique d'Iran, l'Iraq, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Pakistan, la Palestine, la République arabe syrienne, la Somalie, le Soudan, la Tunisie et le Yémen ;
- L'équipe du Secrétariat du Fonds mondial ;
- Les organisations partenaires, dont les institutions des Nations Unies impliquées dans les activités du Fonds mondial et la société civile ;
- Le Directeur, Partenariats stratégiques et Coordination transversale, Groupe VIH/sida, tuberculose, paludisme et maladies tropicales négligées (HTM) du Siège de l'OMS ainsi que d'autres membres essentiels du personnel du groupe HTM.